MADAGASCAR - RAPPORT 2009 SUR LA TRAITE DES PERSONNES

MADAGASCAR (NIVEAU 2)

Madagascar est un pays source pour les femmes et enfants trafiqués dans le pays pour des fins de travail forcé et d'exploitation sexuelle. Des enfants, surtout issus des zones rurales, sont trafiqués à des fins de travaux domestiques, d'exploitation sexuelle commerciale, de mariage forcé, de travail forcé pour les marchands ambulants et éventuellement de travail dans les mines, la pêche et l'agriculture. On a signalé des cas de traite de personnes pour exploitation sexuelle sur des enfants ayant impliqué des proches, amis, opérateurs de transport, guides touristiques, et des employés d'hôtels. Il y a un problème de tourisme sexuel sur des enfants dans les villes côtières dont Toamasina, Nosy Be et Diego Suarez, ainsi qu'à Antananarivo, la capitale, où un nombre considérable d'enfants se prostituent; certains ont été recrutés à la capitale sous de fausses promesses d'emploi comme serveuses et employées de maison avant d'être exploités dans le commerce du sexe dans les côtes. Le principal pays source de touristes sexuels sur des enfants sont la France, l'Italie, l'Espagne, l'Allemagne, la Suisse, l'Ile Maurice et La Réunion. Les victimes sont généralement des filles, mais on a signalé de plus en plus de touristes étrangers mâles cherchant à faire des rapports sexuels avec des jeunes garçons mineurs. Des jeunes femmes Malagasy sont victimes de traite à l'intérieur du pays à des fins de travaux à domicile et d'exploitation sexuelle. Un petit nombre d'entre elles sont aussi trafiquées au Moyen-Orient pour effectuer des travaux à domicile.

Le gouvernement de Madagascar ne se conforme pas entièrement aux normes minimum pour l'élimination de la traite des personnes mais fait des efforts considérables dans ce sens. Ce rapport couvre les efforts du Gouvernement Malagasy jusqu'à la crise politique qui a débuté en janvier 2009, qui a abouti à un changement illégal de gouvernement au mois de mars. Il a été difficile de mener les efforts destinés à vérifier l'application des lois pendant le reste de la période couverte par le rapport, le cas échéant, vu le degré d'instabilité politique. Les politiques et perspectives du nouveau régime sur le problème de traite de personnes auquel Madagascar fait face demeurent inconnues; et il reste à voir si le nouveau gouvernement poursuivra les intérêts sincères de l'administration précédente dans la lutte contre la traite de personnes. Bien que le gouvernement ait soutenu ses efforts de sensibilisation sur la traite de personnes pour exploitation sexuelle sur des enfants, le manque de capacité institutionnelle et de financement ont continué à représenter des obstacles majeurs à ses efforts contre la traite de personnes, ayant particulièrement un impact sur l'efficacité des activités d'application de la loi.

Recommandations pour Madagascar:

Utiliser la loi contre la traite des personnes pour poursuivre les crimes relatifs à la traite de personnes, y compris ceux impliquant le travail forcé, et appliquer des peines contre les trafiquants; instituer un processus formel à la disposition des responsables de l'application de la loi pour constituer une archive sur les affaires touchant la traite des personnes et référer les victimes à une assistance; intensifier les efforts destinés à sensibiliser le public sur la traite de personnes à des fins de travaux forcés; et mener les investigations et engager des poursuites contre les responsables publics soupçonnés de complicité avec des trafiquants.

Poursuites

Malgré la promulgation de la loi contre la traite de personnes par le gouvernement en janvier 2008, il n'a fait mention d'aucune investigation ou inculpation d'auteurs de traite de personnes depuis le dernier rapport et n'a pas été en mesure de fournir des statistiques sur les efforts qu'il a mené pour appliquer la loi contre la traite de personnes. La loi No. 2007-038 contre la traite de personnes, adoptée en janvier 2008, interdit toutes les formes de traite de personnes, bien qu'elle ne fasse que prévoir des peines pour la traite de personnes pour exploitation sexuelle; celles-ci vont d'un emprisonnement de deux ans à perpétuité, des peines qui sont assez sévères et proportionnelles à celles prévues pour d'autres crimes graves. Le Ministère de la Justice a disséminé des copies de la nouvelle loi dans les 22 régions au cours de l'année et l'on a formé les magistrats dans la manière de l'utiliser. L'Article 262 du Code du Travail stipule que la traite de personnes à des fins de travaux forcés constitue un crime, pour lequel il prévoit des peines inadéquates d'un à trois ans en prison. Le Décret 2007-563 interdit diverses formes de travail des enfants, dont la prostitution, l'esclavage domestique et travail forcé. Le gouvernement n'a pas encore utilisé la loi adoptée en janvier 2008 contre la traite de personnes pour punir les auteurs de telle traite; un manque de jurisprudence, une mauvaise coordination parmi les ministères, l'inexistence d'une information systématique, de données partagées entre le niveau régional et central, et l'absence d'un décret présidentiel instituant et codifiant son usage sont de nature à empêcher l'application de la nouvelle loi. Plusieurs affaires d'allégations de traite de personnes pour exploitation sexuelle ont été jugées en 2008, mais seulement deux auraient été référées à la loi contre la traite de personnes, et pas une seule n'est parvenue à une résolution; les autres affaires restantes ont été jugées selon d'autres lois, et les accusés ont été soit acquittés soit ont reçu des peines avec sursis. Depuis le dernier rapport, le gouvernement n'a mené aucune investigation ni engagé des poursuites sur des affaires de travail forcé.

En Septembre 2008, un programme financé par un gouvernement étranger a terminé la conception d'une banque de données centralisées pour documenter et répertorier des cas de traite de personnes dans tout le pays. Une formation sur la manière d'exploiter cette banque de données a été dispensée dans la capitale et dans des villes du pays où l'on a signalé de fortes incidences de traite de personnes. Malgré le rapport indiquant une amélioration de la coopération entre la gendarmerie et la police dans la lutte contre la traite de personnes, des problèmes d'ordre financier et légal menacent de faire couler ce projet; le centre manque toujours de décret présidentiel établissant sa base légale tandis que le financement reste incertain. L'usage de la banque de données se limite aux affaires traitées à Antananarivo.

Dans certaines zones touristiques, la police locale semblait hésiter à engager des poursuites contre des crimes de traite de personnes pour exploitation sexuelle sur des enfants et d'autres relatifs au tourisme sexuel sur des enfants, probablement à cause de la corruption qui a pris racine, des pressions de la communauté locale ou la crainte de causer un incident international. Certains responsables ont été punis en 2007 pour avoir collaboré avec des trafiquants ou d'avoir accepté des pots-de-vin pour fermer leurs yeux sur des crimes relatifs à la traite de personnes. Le Ministère de la Justice n'a signalé aucune affaire de ce genre en 2008, bien que la presse ait rapporté des anecdotes relatant la complicité de certains responsables.

Le Ministère a commencé à procéder à une rotation des magistrats dans différentes juridictions dans le pays, en partie en vue d'endiguer la corruption.

Protection

Le gouvernement Malagasy a fourni une faible protection des victimes. Au cours de l'année dernière, on a signalé que les efforts déployés auparavant pour protéger les victimes ont été fournis en grande partie par des ONG et organisations internationales et non par le gouvernement. Le gouvernement n'a mené aucun programme d'assistance aux victimes; la majorité des victimes de la traite de personnes identifiées en 2008 ont obtenu exclusivement une assistance auprès de centres gérés par certaines ONG. Les centres de conseil administrés par des ONG locales et soutenu par le Ministère de la Justice et de la Santé à Antananarivo et Fianarantsoa ont octroyé soutien psychologique et conseil légal aux victimes d'abus sur des enfants et de traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle. Des parents d'enfants trafiqués ont reçu des conseils sur les procédures à suivre pour déposer une plainte au tribunal, mais la plupart s'y sont abstenus, soit par crainte de représailles ou parce que l'auteur leur aurait versé des sommes. Vu que Madagascar ne dispose pas de processus formel pour identifier les victimes de la traite de personnes parmi les populations vulnérables ou pour référer les victimes pour des soins, les responsables de l'application de la loi ont commencé à rédiger de telles procédures au cours de l'année avec l'assistance de l'UNICEF. Toutefois, les Réseaux de Protection des Droits des Enfants, sous l'égide du Ministère de la Santé, dont le nombre a augmenté de 14 en 2007 à 65 en 2008 avec le soutien de l'UNICEF, a rassemblé des institutions gouvernementales, des responsables de l'application de la loi et des ONG pour jouer ce rôle. Ces réseaux ont assuré la coordination des activités de protection, identifié et signalé les affaires d'abus, et ont aidé les victimes à accéder aux services sociaux et légaux dont elles avaient besoin. En 2008, par exemple, un réseau de protection à Diego a repêché deux jeunes filles victimes de la traite et le gouvernement les a renvoyées auprès de leurs familles à Ambanja et Nosy Be, et leur a octroyé un soutien financier pour les inscrire à l'école. Pendant l'année, des Inspecteurs du Travail auraient enseigné aux victimes repêchées comment trouver un emploi. Le gouvernement n'a pas puni les victimes de la traite des personnes pour des actes illégaux commis comme résultat direct du fait qu'elles ont été trafiquées, et les a encouragées à offrir leur aide dans les investigations et les poursuites contre leurs exploitants. Le gouvernement ne prévoit aucune alternative légale au refoulement des victimes vers des pays où elles pourraient faire face à des difficultés ou rétributions.

Prévention

Le gouvernement a maintenu ses efforts pour prévenir la traite de personnes pendant l'année. Au niveau régional, des Conseils Locaux de Lutte Contre la Traite de Personnes, composés de représentants ministériels, ont aidé à améliorer le partage d'informations parmi les acteurs et de sensibiliser la population sur les problèmes de traite de personnes. Par conséquent, le nombre de cas référés aux centres de soins gérés par des ONG a connu une hausse en 2008. Il est vrai que les huit Comités Régionaux de Lutte contre le Travail des Enfants a amélioré la coordination entre les entités gouvernementales, les ONG et l'ILO/IPEC dans le cadre du Plan d'Action National pour la Lutte contre le Travail des Enfants, les cinq inspecteurs du travail des enfants issus du Ministère du Travail n'ont pas été suffisants pour couvrir les zones hors d'Antananarivo ou même les secteurs économiques

informels. Le gouvernement a poursuivi sa campagne de sensibilisation nationale contre le tourisme sexuel sur des enfants et a mené un certain nombre d'actions d'application de la loi contre les touristes sexuels étrangers sévissant sur des enfants pendant l'année. En décembre 2008, le Président Ravalomanana a fait un discours à Nosy Be sur l'importance de protéger les enfants des touristes sexuels étrangers. En mai 2008, le Ministère de la Justice a lancé une campagne nationale contre l'exploitation sexuelle sur des enfants, qui a compris un message sur le tourisme sexuel dans des affiches, un court métrage et des spots TV et radio. Le gouvernement a continué à disséminer des informations contre le tourisme sexuel aux touristes au cours d'événements et manifestations culturelles d'envergure nationale, comme le Festival Donia à Nosy Be, ainsi que le livret remis par la Douane aux passagers internationaux et comprenant une page entière consacrée à un avertissement sur les conséquences d'un tel acte. En janvier 2008, un Réunionnais a été arrêté et poursuivi pour exploitation sexuelle commerciale sur un enfant à Nosy Be, mais il a été relâché pour manque de preuves; quatre Réunionnais considérés comme complices ont été déportés du pays. Un ressortissant Français a été emprisonné à Toamasina pour tourisme sexuel sur des enfants en septembre 2008. Trois autres ressortissants Français, accusés d'attentat à la pudeur ou de viol statutaire, ont été remis en liberté ou obtenu des peines avec sursis.